

**Catégoriser les types de participation des élèves de 16-18 ans :
nouvelles données de Saint-Jean de Terre-Neuve**

***Clustering the Participation of High School Students:
New Data from St. John's, Newfoundland and Labrador***

Bernard Fournier (*Memorial University of Newfoundland*)

avec la collaboration d'Andrew Duggan (*Memorial University of Newfoundland*) et
Raymond Hudon (*Université Laval*)

Résumé

Depuis 1990, nous avons eu l'occasion de distribuer avec plusieurs collègues des questionnaires au Québec, en France et en Belgique sur la participation et l'intérêt politique des jeunes. Ces données constituent une rare source d'informations pour analyser les attitudes politiques des 16-18 ans. L'hiver dernier, nous avons distribué le même questionnaire à des élèves de Saint-Jean de Terre-Neuve (429 élèves). La participation à plus de 12 mouvements ou associations a ainsi été comparée aux données recueillies à Québec en 1998 : il est intéressant de constater que la même proportion d'élèves participaient à l'une ou l'autre des associations proposées (plus des deux tiers). Cependant, pour comprendre ce phénomène, il est important d'aller au delà des capsules habituelles que nous proposent les regroupements en catégories sociologiques. Insister sur les différences internes entre les groupes est essentiel et les classifications constituent un excellent outil pour se faire — en particulier la classification ascendante hiérarchique. Avec une image plus précise des différentes formes de la participation, de même que des attitudes et des engagements qui s'y rattachent, plusieurs discours différents viendraient qualifier la participation des jeunes. De plus, notre compréhension des mécanismes de socialisation politique pourrait en être modifiée. Voilà ce qui s'avère nécessaire pour mettre en perspective les jugements les plus courants sur l'engagement et l'intérêt politique des jeunes d'aujourd'hui.

Abstract

Since 1990, several colleagues and I have had the opportunity to distribute surveys in Quebec, France and Belgium on youth participation and political interests. This data constitutes a rare source of information for analysing the political attitudes of 16-18 years old. Last winter, we have distributed the same survey to the student population in St. John's, Newfoundland and Labrador (429 high school students). In particular, participation in more than 12 movements and associations was compared with similar data collected in Quebec City in 1998. Interestingly, the same proportion of students participate in one association or another (more than two-thirds) However, it is important to go beyond the usual snapshots provided by sociological indicators to understand such behaviour. Stressing internal differences within groups is essential and cluster analysis (particularly hierarchical cluster analysis) is a perfect tool for this. With a more precise image of the various forms of participation, and with the different attitudes about involvement attached to them, several distinct discourses might be differently qualified youth participation. Moreover, the understanding of political socialization processes could also be questioned. This task, indeed, is crucial to assess and critique existing opinions about youth participation in politics.

Canadian Political Science Association Annual Conference / Congrès annuel de l'Association canadienne de science politique / —June 3, University of Manitoba.

Bernard Fournier [Bernard.Fournier@mun.ca]
Andrew Duggan [andrewduggan81@hotmail.com]

Est-ce que les *jeunes* iront voter aux élections fédérales du 28 juin prochain ? Évidemment, tous les spécialistes de la question — et ils sont de plus en plus nombreux¹ — savent que cette « jeunesse n'existe pas »², mais nous continuons tous à utiliser un tel concept « commode » en considérant les jeunes comme une réalité homogène. Pourtant, il y a d'autres façons de faire le portrait des différentes réalités de la jeunesse. Depuis de nombreuses années, nous travaillons sur des résultats de sondages que nous avons effectués dans les écoles en cherchant principalement à illustrer la *diversité des portraits* de la participation et de l'intérêt politique des élèves de 16-18 ans. Sans remettre radicalement en question notre compréhension des mécanismes personnels et sociaux qui mènent à l'engagement, la mise en évidence d'une pluralité de réalités conduit déjà à modifier l'image que nous nous faisons de la participation chez les jeunes. À l'heure où il est courant de s'alarmer des faibles taux de participation électorale des jeunes, cette illustration nous semble déjà une contribution utile.

C'est dans cet esprit qu'au cours des trois premiers mois de cette année, nous avons

* Nous remercions le fonds de démarrage des nouveaux professeurs de la Faculté des Arts de l'Université Memorial de Terre-Neuve et le *Memorial's Undergraduate Career Experience Program* (MUCEP) qui nous ont permis de financer l'enquête de l'hiver dernier, de même que le Fonds Gérard-Dion de l'Université Laval pour l'enquête de 1998. Nous avons aussi bénéficié de l'aide précieuse de Martin Canning pour les premières étapes de l'organisation de l'enquête à Saint-Jean, de même que de Geneviève Talbot, qui a vu à la passation de l'enquête à Québec et de Véronique Brouillette. Les classifications ont été effectuées à l'aide de logiciels gracieusement fournis par M. Jean-Pierre Fénelon, président de l'Association pour le développement et la diffusion de l'analyse des données (22, rue Charcot, 75 013 Paris). Finalement, nous devons remercier les directeurs d'établissement scolaire et les enseignants pour leur accueil chaleureux et leur collaboration inestimable, de même que les élèves qui ont bien voulu répondre à un si long questionnaire.

¹ Les travaux récents sur les jeunes sont nombreux. Au Québec, les meilleures sources sont généralement recueillies par l'*Observatoire Jeunes et Société* dirigé par Madeleine Gauthier (<http://www.obsjeunes.qc.ca/>). On consultera également, sous la direction de Madeleine Gauthier, *Regard sur la jeunesse au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval et Éditions de l'IQRC, 2003. Plusieurs ouvrages d'Anne Muxel donnent également une bonne introduction à la question de l'intérêt des jeunes à la politique (*Les jeunes et la politique*, suivi d'un débat avec Pascal Perrineau, Paris, Hachette, 1996, coll. « Questions de politique »). Sur la socialisation politique des jeunes, les travaux d'Annick Percheron peuvent également être consultés avec profit. Notons entre autres : « Les jeunes et la politique ou la recherche d'un nouveau civisme », *Jeunes d'aujourd'hui ; regards sur les 13-25 ans en France*, Paris, La documentation française, 1987, pp. 118-126, de même que *Âge et politique*, sous la direction de Annick Percheron et René Rémond, Paris, Economica, 1991, 272 pages.

² Pierre Bourdieu, « La jeunesse n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 143-154 (reproduction d'un entretien avec Anne-Marie Métaillé paru dans *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des âges, 1978, pp. 520-530).

distribué, dans cinq écoles de Saint-Jean de Terre-Neuve, un questionnaire de 165 indicateurs à 429 élèves de 16-18 ans¹. Ces questions portaient sur leurs attitudes et leurs comportements politiques : sentiment d'être concernés par les décisions politiques, confiance envers les institutions, sentiment d'appartenance, engagement, etc. Nous souhaitons en fait reprendre, avec quelques modifications et adaptations, le protocole réalisé en 1998 dans la région de Québec, où plus de 800 élèves avaient été interrogés². Cependant, de nombreux problèmes sur le terrain nous ont empêché de le reproduire. Depuis quelques années, à tout le moins au Canada anglais, les exigences des comités d'éthique universitaires, conjuguées à celles des commissions scolaires, compliquent considérablement les enquêtes dans les établissements d'enseignement. Pourtant, bien que les échantillons recueillis dans les écoles ne soient pas aléatoires, il s'agit souvent pour les chercheurs de la seule méthode économique permettant de rejoindre un nombre important de répondants et ces résultats demeurent valides tant que le choix des établissements et des classes est fait en respectant les diversités sociales et culturelles³. Lorsque les règles minimales de rigueur méthodologique sont respectées, le sondage ne nous apparaît pourtant pas causer de « torts » aux répondants, puisqu'il est basé sur l'anonymat, et ces règles trop rigides nuisent certainement à la « qualité » des échantillons. Un débat mérite d'être mené sur ces questions qui influencent considérablement la recherche⁴.

¹ L'échantillon compte autant de garçons que de filles (49 %-51 %), en grande majorité âgés entre 16 et 18 ans (73 % — un peu plus de 15 % ont 15 ans). Les deux tiers sont nés à Saint-Jean ou dans les environs. Sur l'ensemble des élèves interrogés, plus de 10 % n'ont pas répondu à ces questions à cause d'erreurs de codage.

² Ce protocole reprenait celui d'un autre sondage réalisé en 1990 dans la région de Québec. Plusieurs communications ont été présentées à partir de ces données et un livre est en préparation avec Raymond Hudon. Des 832 élèves interrogés en mai-juin 1998 dans sept écoles de la région de Québec, autant de garçons que de filles ont été rejoints (52 %-48 %), presque tous âgés de 16 à 18 ans (96 %). Un peu moins du tiers (31 %) des élèves ayant participé à l'enquête ont fait toutes ou la plupart de leurs études dans une école du secteur privé.

³ Annick Percheron (dir.), « L'innocence politique des enfants », *Les 10-16 ans et la politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978.

⁴ Il semble qu'il soit d'ailleurs déjà commencé, si on en juge par le récent article de J. Paul Grayson publié dans *Affaires universitaires*, qui s'inquiète des taux de réponse des sondages par courrier : « In recent years there has been dramatic decline in student response rates across North America. The structures imposed by some ethics committees

L'objectif de cette communication est surtout de présenter une première analyse des données qui viennent à peine d'être recueillies à Saint-Jean de Terre-Neuve. Elles seront également comparées avec celles de Québec. Évidemment, nous sommes bien conscients que des analyses plus poussées seront nécessaires. Après une quinzaine d'années d'enquêtes, nous disposons d'une formidable source de renseignements que nous comptons mettre à profit¹.

Une participation réelle mais multiforme

Pour avoir une image précise de la diversité du phénomène de la participation aux associations chez les élèves de Saint-Jean, nous avons explicitement suggéré dans le questionnaire une douzaine de groupes, de mouvements, d'associations ou de clubs de toute nature (groupes de nature strictement politique, bien sûr, mais aussi mouvements de jeunesse, associations culturelles, groupes sportifs, etc.)². Pour chacun de ces types de groupe, les

will do nothing to halt this decline. In the study of students that I'm currently involved with, I fear that the project may fail – in part because researchers are limited in taking reasonable ethical steps to maximize response rates. If this project fails, others will, too, for the same reasons », J. Paul Grayson, « How ethics committees are killing survey research on Canadian students », *University Affairs/Affaires universitaires*, janvier 2004, <http://www.universityaffairs.ca/pdf/past_articles/2004/january/opinion_e.html>.

¹ Certains résultats des enquêtes de 1990 et 1998 ont déjà été publiés. On consultera, entre autres, R. Hudon et B. Fournier, « À quel âge est-on prêt à voter ? La participation des jeunes à la vie collective », *Perspectives électorales/Electoral Insight*, vol. 5, n° 2, juillet 2003, pp. 36-41 ; B. Fournier et R. Hudon, « Appartenance nationale et cohérence des univers de référence. Études auprès d'étudiants québécois en 1992 et 1995 », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 15^e année, vol. 28, n° 2, 1995, pp. 97-117 ; R. Hudon, B. Fournier et Louis Métivier, « L'intérêt des jeunes pour la politique : une question de mesure ? Enquêtes auprès de jeunes de 16 à 24 ans », *Les jeunes et la vie politique au Canada. Engagement et participation*, sous la direction de Kathy Megyery, Montréal, Wilson & Lafleur, 1992, coll. « Études de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis politiques », vol. VIII, pp. 3-66 ; B. Fournier, « Faire partie d'une association, aujourd'hui : qui sont les jeunes qui participent, au Québec, en France et en Belgique ? », *Égalité ; revue acadienne d'analyse politique*, n° 30, automne 1991, pp. 39-67.

² Le participant est donc ici un individu consacre une partie significative de son temps de loisirs à prendre physiquement part à la réalisation d'un ou de plusieurs buts que se donnent, collectivement ou non, des personnes regroupées formellement au sein d'une certaine structure. Cette définition s'inspire de celle qu'utilisait Léon Dion dans le second tome de *Société et politique : la vie des groupes* (« Dynamique de la société libérale », Québec, Presses de l'Université Laval, 1972, p. 268), à savoir : la participation est une contribution faite par un individu à une organisation dont il ne possède pas le plein contrôle. L'auteur adaptait alors la définition que donnait Georges Gurvitch à cette question (*Traité de sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 1958, coll. « Bibliothèque de sociologie contemporaine », tome I, p. 187). L. Dion a également défini ailleurs le groupe comme étant « une unité collective réelle mais partielle, directement observable, au sein de laquelle les membres sont liés par des rapports

répondants devaient indiquer s'ils y participaient, s'ils y avaient déjà participé, s'ils aimeraient ou s'ils n'aimeraient tout simplement pas y participer¹. Évidemment, le premier réflexe est de cumuler toutes les participations ainsi recueillies pour obtenir un *indicateur global de participation* : il s'avère ainsi que près des deux tiers des répondants participaient à l'une ou à l'autre de ces associations (65 %). Cette proportion est légèrement plus faible que ce qui avait été trouvé pour l'échantillon de Québec en 1998 (69 %). La moitié des répondants de Saint-Jean consacrent au moins 5 heures à cette activité. Le phénomène de la participation dans son ensemble n'est donc pas une réalité marginale chez les jeunes élèves de Saint-Jean de Terre-Neuve.

Il va sans dire que cette image globale de la « participation » masque différentes facettes de la réalité étudiée. Il faut d'abord garder à l'esprit que cette mesure résulte de la sommation du nombre de jeunes qui participent à l'une ou l'autre des associations ou organisations proposées parmi un large éventail. Cet indice n'est donc pas indépendant du nombre de groupes qui ont été proposés dans le questionnaire. L'indice croît vraisemblablement au fur et à mesure qu'une nouvelle association est incluse dans le calcul, puisque les jeunes qui en font partie — pour autant qu'ils n'ont pas déclaré qu'ils participent à un autre groupe — viennent augmenter le nombre des participants. En fait, les niveaux de participation sont très différents d'un type d'association à l'autre, comme on le note facilement au Tableau 1. Lorsque chacun des 12 groupes choisis est considéré séparément, les taux de participation sont beaucoup plus faibles, à l'exception des groupes sportifs. Pour la plupart des mouvements dont les rapports avec le monde

relativement fréquents et stables de façon à produire entre eux, tout au moins potentiellement, une communauté de valeurs ou d'intérêts, manifestée par des attitudes et des conduites similaires, qui les conduit souvent à se donner une organisation » (L. Dion, « À la recherche d'une méthode d'analyse des partis et des groupes d'intérêt », *Revue canadienne de science politique*, vol. II, n° 1, mars 1969, p. 60).

¹ Pour l'ensemble des questions de l'enquête, les taux de refus de répondre sont très faibles, voire inexistantes. Cela s'explique certainement par le fait que l'enquête s'est déroulée pendant toute l'heure réservée à un cours

politique paraissent plus ou moins étroits (les mouvements pour la paix, pour la défense des droits de la personne, les mouvements pour l'écologie ou contre le racisme, les conseils municipaux d'adolescents, les syndicats et, évidemment, les partis politiques), les taux de participation oscillent entre 2 et 7 % lorsque chaque groupe singulier est considéré en lui-même. On atteint plus de 20 %, dans le cas de Québec, si on ajoute ceux qui ont déjà participé (un peu moins dans le cas de Saint-Jean). Il y a d'ailleurs certaines différences intéressantes entre les deux villes, surtout pour les associations scolaires et les associations de nature « politique » (qui comprennent les associations pour la défense des droits de la personne, les associations contre le racisme, les mouvements pour la paix, les mouvements écologiques, les associations pour la défense des animaux, etc.). Nous y reviendrons. Ces faibles taux de participation ne doivent cependant pas étonner : la population étudiée concerne tout de même des 16-18 ans — des jeunes qui, pour une bonne partie, n'ont même pas encore le droit de vote.

Tableau 1
Participation à une association
(Saint-Jean de Terre-Neuve [2004] et région de Québec [1998], élèves de 16-18 ans, en pourcentage)

groupes suggérés	SAINT-JEAN DE TERRE-NEUVE [2004]				RÉGION DE QUÉBEC [1998]			
	part.	déjà part.	aim. part.	n'aim. pas	part.	déjà part.	aim. part.	n'aim. pas
association sportive	36	22	15	26	34	29	23	13
association culturelle ^a	25	31	13	31	44	22	24	10
<i>mouvements de jeunes</i> ^b	16	46	12	27	10	32	26	32
mouvement religieux	4	7	8	78	2	6	6	85
mouvement de jeunesse	4	46	6	43	5	23	12	61
club à but économique	5	6	19	67	2	2	20	76
cadets de l'armée	6	16	13	63	2	12	18	68
<i>association scolaire</i> ^c	12	14	32	42	15	23	33	29
association étudiante	8	13	24	53	10	10	32	49
journal étudiant					6	10	35	49
conseil de classe	7	7	34	51	5	18	22	54
club de loisirs ^d	11	14	19	55	9	16	33	41
« politique » ^e	7	6	55	32	7	13	63	18
syndicat	4	4	25	68	2	2	33	63
mouvement politique ^f	3	2	21	74	2	2	28	69

Enquête de 2004 : 429 répondants ; enquête de 1998 : 847 répondants. La somme des pourcentages n'égal pas 100 puisque les refus de répondre n'apparaissent pas dans le tableau des groupes suggérés. Dans le cas des regroupements, où les refus de répondre sont inclus dans la modalité « n'aimerait pas », la somme des pourcentages n'égal pas toujours 100 en raison des arrondis (les totaux s'additionnent par ligne).

Notes : ^a Les associations comprennent les ensembles musicaux, les groupes de théâtre et de danse, les clubs littéraires, les ligues d'improvisation, etc.

^b Ces mouvements (scouts, *Jeunesse étudiante catholique*) ont été regroupés en raison de leur finalité d'encadrement, de formation de la personnalité ou d'animation de la jeunesse (« mouvement de jeunesse » proprement dit réfère essentiellement aux scouts).

^c Comprend les coopératives, les radios étudiantes, les comités pour le bal et l'album des finissants, etc. Les « associations étudiantes » incluent les journaux étudiants en 2004.

^d Comprend les clubs de photographie, de philatélie, les clubs de science, etc.

^e Les associations de nature politique comprennent les associations pour la défense des droits de la personne, les associations contre le racisme, les mouvements pour la paix, les mouvements écologiques, les associations pour la défense des animaux, etc.

^f Les mouvements politiques au sens strict ne comprennent que les partis politiques et les sections de jeunes des partis.

Cela dit, n'est-il pas artificiel d'affirmer que les deux tiers des jeunes participent ? L'inclusion des associations sportives, qui récoltent un taux de participation de 36 % ne vient-elle pas gonfler le niveau global de participation ? En excluant les associations sportives, le pourcentage global de participation s'élève encore à 47 % (57 % dans le cas de la région de Québec). Il ne faut pas oublier qu'un indice global de participation masque les phénomènes de cumul : des élèves peuvent jouer dans une équipe de hockey tout en contribuant à un journal étudiant ! En 1998, par exemple, pas moins de 57 % des participants faisaient ainsi partie de deux associations ou plus. N'obtiendrions-nous pas un meilleur indice « global » de participation en n'y incluant pas les participations aux associations culturelles et aux organisations de loisirs ? En ne conservant plus que la participation aux associations humanitaires, aux scouts et guides, aux regroupements parascolaires et aux associations politiques au sens strict, il reste toujours environ un élève sur trois qui déclarait, à Saint-Jean comme à Québec. Mais quel serait alors l'intérêt de cette statistique ? Ou plutôt, si on peut comprendre l'intérêt de créer une variable « participation » plus homogène en « contenu » (par exemple, pour rendre compte de notre intérêt propre de politologue dans l'examen de la « participation aux associations »), quel serait l'avantage d'exclure ainsi une série d'autres situations qui, dans certains circonstances, peuvent être pertinentes pour illustrer la réalité de ce phénomène ? Avons-nous une image plus juste de cette dernière en excluant des groupes¹ ? En d'autres termes, est-il possible de présenter différemment

¹ Théoriquement, l'adoption d'une perspective large se justifie : le fait de s'engager dans une organisation, quelle qu'elle soit, d'y avoir éventuellement des responsabilités et d'être amené à défendre ses points de vue favorise la prise en charge de soi-même et encourage le désir d'agir collectivement. Si les jeunes faisant aujourd'hui partie d'un club de science ou des scouts ne s'engageront pas tous activement lorsqu'ils seront plus âgés, le noyau de ceux qui entretiendront le réseau de la vie associative, politique, culturelle et sociale se retrouve néanmoins dans tous ces groupes. Le passage dans des associations, des organisations ou des clubs socialise les jeunes et leur permet d'acquérir les expériences de leur citoyenneté (Sur la socialisation, on consultera : Annick Percheron (en coll.), *Les 10-16 ans et la politique*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1976 ; G. Almond et S. Verba, *The civic culture : political attitudes and democracy in five nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963 ; Rudolf Rezsöházy, *Les jeunes : un profil social, politique et religieux*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, Service de diagnostic social, 1983, cahier n° 7.)

les principales informations contenues dans le Tableau 1, sans gommer la pluralité et la diversité des groupes qui ont permis de construire cet indice et ainsi homogénéiser abusivement notre compréhension du phénomène ?

Le portrait de la participation à Saint-Jean

Il est possible de respecter la diversité des participations et de l'intérêt pour l'engagement en considérant les différents profils de réponses des individus et en les regroupant selon certaines « structures » se dégageant de la répétition de certaines formes de réponses dans l'ensemble de l'échantillon¹. Pour se faire, nous pouvons considérer trois positions face à la participation : la participation *actuelle* ou *passée*², le *souhait* de participer, et le *refus* de participer à chacune des associations suggérées. Les « structures »³ sont dégagées en effectuant une classification hiérarchique des individus selon les similitudes de leurs profils de réponses⁴.

¹ Nous pouvons donc retracer toute une série de combinaisons de participations dans l'échantillon : les quelques individus qui font partie d'un mouvement politique, par exemple, ne se distinguent pas seulement de l'ensemble de l'échantillon en raison de cette participation, mais ont avec les autres groupes de participation des rapports qui les distinguent rapidement entre eux (sur dix participants à un mouvement politique, un ou deux participeront à une troupe de théâtre, un autre ne participera qu'à ce mouvement politique, etc.). On imagine sans peine la complexité du portrait... En fait, en ne considérant que la participation et la non-participation à chacune des associations proposées, on peut recenser 469 profils pour 847 élèves rejoints dans l'échantillon québécois.

² Le regroupement des participations *actuelle* et *passée* est nécessaire pour assurer une meilleure illustration des caractéristiques de l'*ensemble* de l'échantillon. Autrement, en effet, le nombre de petites classes augmenterait sensiblement, puisque les 13 élèves faisant partie d'un mouvement politique, par exemple, seraient rapidement distingués des 10 autres qui en ont déjà fait partie, sans compter la configuration particulière des autres relations qui viendront ensuite caractériser le reste de leur profil (l'élève seul à participer à un mouvement scout, etc.). Comme cette dynamique vaut également pour toutes les autres associations recueillant un faible pourcentage d'adhésion, la classification aurait un intérêt limité : ces critères ne sont pas réellement heuristiques, à notre avis, pour distinguer des répondants de 16 à 18 ans.

³ Nous parlons de « structures » au sens où l'entendait Jean Piaget (*Le structuralisme*, Paris, Presses universitaires de France, 8^e éd., 1983 [1968], coll. « Que sais-je ? », n° 1311). Sans insister longuement sur des aspects méthodologiques, il n'en faut pas moins garder à l'esprit que, travaillant à partir de questionnaires imposant certaines modalités de réponses précises (des « assertions imposées », pour reprendre l'expression de Ludovic Lebart), cette structure est déjà « en partie » découverte puisqu'elle reste essentiellement tributaire des questions posées et choisies (L. Lebart, « Qui pense quoi ? Évolution et structure des opinions en France de 1978 à 1984 », *Consommation*, n° 4, 1985-1986, pp. 3-22).

⁴ En d'autres mots, nous avons dégagé de la classification les six ou sept classes qui regroupent les individus ayant les profils les plus similaires — mais non pas nécessairement homogènes — par rapport aux principales structures de l'échantillon. Les classifications ont été faites selon la méthode dite des voisins réciproques. Pour les détails d'ordre technique, on se référera à J. Juan (« Classification ascendante hiérarchique selon les voisins réciproques », *Les cahiers de l'analyse des données*, vol. VII, n° 2, 1982) ou à Michel Jambu (*Exploration informatique et statistique*

Distinguer ceux qui rejettent totalement l'idée de participer de ceux qui manifestent un certain intérêt constitue une information intéressante qui vient éclairer la réalité de la participation (cette information se retrouve déjà, pour chaque association proposée, au Tableau 1). Logiquement, on peut s'attendre à ce qu'un participant à une association se montre davantage intéressé à participer à une autre. Il est aussi possible que des non-participants à certains types associations n'écartent pas la participation à des mouvements de nature différente. En fait, c'est justement ce dont on s'aperçoit en effectuant cette classification des profils des réponses que nous avons obtenues dans notre enquête. Ainsi, ceux qui participent ou ont participé à des mouvements politiques au sens strict (ils ne sont que 5 %) se distinguent largement de ceux qui participent à d'autres types de mouvements (41 %). Le rejet quasi-total de l'idée de la participation, qui marque 22 % des répondants, de même que le souhait de participer éventuellement à certaines associations (32 %) structurent globalement les autres profils (Tableau 2). Il est toutefois important de garder à l'esprit que chacun des quatre regroupements ainsi « reconnus » n'illustrent pas nécessairement *tous* les profils des « participants », des « non-participants » et de ceux qui « souhaiteraient participer » à ces associations. Ils marquent plutôt la forme globale d'un profil basée sur une attitude envers la participation en général, et c'est justement ici que la pluralité des profils de participation appelle des nuances¹.

des données, Paris, Dunod, 1989, coll. « Collection technique et scientifique des télécommunications », 506 p.).

¹ Puisque chaque type de participation recueille individuellement un faible taux de participation, la division de l'échantillon en plusieurs classes produit, comme plus ou moins attendu, de nombreux regroupements de faible poids permettant de distinguer les profils des répondants qui participent : par rapport à l'ensemble, la présence de ces différentes « modalités » de très faible poids dans un profil singularise grandement ces individus. C'est effectivement la forme que suggère l'analyse des données et sur laquelle se construit le regroupement proposé. Dans l'analyse des résultats de nombreuses enquêtes, on aura tendance à éliminer ces modalités (dans le cas des refus de répondre, par exemple), mais une telle opération se révélerait plus délicate dans le cas de la présente étude : au contraire, une image plus réaliste de l'intensité de la participation est donnée par cette illustration.

Tableau 2
Participation et intérêt à la participation
(Saint-Jean de Terre-Neuve, élèves de 16 à 18 ans, 2004)

5 %	Ont une participation politique au sens strict 39 % <i>Ont un emploi à temps partiel de moins de 10 heures</i> 91 % <i>Participent à d'autres types d'associations</i> 78 % <i>Participent à une association scolaire</i>
22 %	Rejettent l'idée de participer 61 % <i>N'ont pas d'emploi à temps partiel</i>
10 %	Aimeraient participer à un mouvement de jeunes ou à une association scolaire
21 %	Participent à une association sportive ou ont une attitude positive face aux mouvements de jeunes, aux clubs de loisirs, etc. 66 % <i>Aimeraient faire partie d'une association à finalité politique</i>
5 %	Font partie d'un syndicat 55 % <i>Ont un emploi à temps partiel</i>
29 %	Font partie d'un mouvement de jeunes, d'une association artistique, d'une association sportive, d'un club de loisirs 51 % <i>N'ont pas d'emploi à temps partiel</i> 68 % <i>Aimeraient faire partie d'une association à finalité politique</i>
8 %	Participent à une association à finalité politique 66 % <i>N'ont pas d'emploi à temps partiel</i>

Échantillon de 429 répondants (les refus de répondre ayant été considérés comme des non-participations). Les regroupements résultent d'une classification ascendante hiérarchique effectuée sur les profils individuels de réponses à douze questions de trois modalités. Ont été inclus, parmi les participants, ceux qui ne participaient plus au moment de l'enquête mais qui ont affirmé avoir déjà participé.

Plusieurs remarques mériteraient d'être faites pour souligner les particularités de ces classes. Qu'il suffise de considérer les individus qui ont été identifiés comme manifestant un intérêt pour une éventuelle participation. Cette étiquette ne projette plus l'image définitive et complète d'une réalité unique : en optant pour un portrait à sept classes comme celui présenté au Tableau 2, on est déjà à même de distinguer au sein de l'ensemble des « non-participants » ceux qui se caractérisent essentiellement par leur rejet de la participation, certes, mais aussi deux regroupements différents de jeunes qui seraient intéressés à participer. Ici, la participation sportive est d'ailleurs un peu mieux qualifiée puisque la classe regroupant 21 % des répondants inclut participation sportive et ouverture à d'autres participations sous la forme de souhaits. Cette classe ne regroupe cependant pas tous les participants sportifs (une majorité participe aussi à

d'autres associations), mais l'intérêt de la classification est justement de considérer l'ensemble des profils de réponses et d'avoir ainsi une mesure plus juste de la réalité de la participation.

Il est d'ailleurs intéressant de suivre le groupe de ceux qui « aimeraient faire partie d'une association à finalité politique » (nous entendons par là, non pas les partis politiques, mais des associations comme les mouvements pour la défense des droits de la personne, par exemple). Ils sont plus de la moitié (55 %) à manifester un intérêt pour une participation éventuelle à ce type de mouvements (c'est d'ailleurs le plus fort intérêt, bien que ce chiffre soit en baisse par rapport à l'enquête effectuée dans la région de Québec). Ces répondants se distribuent de façon intéressante dans les diverses classes : ils forment plus des deux tiers des répondants chez ceux qui participent à des associations comme les mouvements de jeunes (ce qui montrent bien la nature « politique » de certaines de ces participations) de même que chez ceux qui aimeraient participer.

En résumé, en utilisant l'ensemble du profil de réponses des individus interrogés et en regroupant les individus en fonction de la singularité des formes de leur profil dans l'échantillon, un portrait beaucoup plus nuancé de la participation des élèves de Saint-Jean peut être présenté, par delà et à travers les éléments qui suivent : d'abord, la singularité de certaines associations, essentiellement la participation politique au sens strict (ce dont on ne se surprendra pas à cet âge¹) et les associations à finalité politique (comme les associations pour la défense des droits de la personne, les associations contre le racisme, les mouvements écologiques, etc.), les associations d'élèves et les mouvements politiques ; puis, l'absence de participation tout comme l'intérêt pour une éventuelle participation à ces associations sans rejeter nécessairement d'autres types de participation ; finalement, le refus très marginal dans l'échantillon de l'idée de la

¹ Il faudrait d'ailleurs cesser de tenter de mesurer la participation politique au sens strict en termes purement quantitatifs. Peu importe les périodes, peut-on vraiment s'attendre à des chiffres élevés pour des jeunes de cet âge?

participation aux associations sportives. Il y a certainement une participation étudiante qui mérite toute notre attention, mais qui mérite également toute une série de nuances et c'est ce qu'un portrait comme celui-ci permet d'apporter.

Le portrait de la participation dans la région de Québec

Le portrait de la participation en 1998 offre plusieurs similitudes avec celui de Saint-Jean et en tenant compte de certaines réserves déjà observées précédemment, un regroupement en sept classes est aussi suggéré. La différence majeure entre les deux enquêtes réside au niveau de la cohérence des profils qui rejettent les associations à finalité politique. Globalement, cette cohérence est plus fréquente dans la région de Québec, et les répondants qui partagent ce profil se détachent tout de suite de l'ensemble. Au niveau de la fréquence des formes de profils, il en découle une conséquence importante : chez ceux qui refusent de participer à la plupart des associations à finalité politique, il semble moins fréquent en 1998 de souhaiter participer éventuellement à l'une d'entre elles. La non-participation à une association s'accompagne donc plus souvent que dans l'échantillon terre-neuvien d'un « refus » d'envisager une participation éventuelle. Cependant, seules la considération des profils et, surtout, la position de ces répondants dans la classification proposée nous permettent de relever cette caractéristique ; comme le montre le Tableau 3, ceux que l'on peut identifier comme « refusant la participation aux associations politiques » représentent près du tiers de l'échantillon¹. Mais à ce groupe d'élèves s'opposeraient ensuite tous les autres, ce qui n'est pas le cas à Saint-Jean.

¹ Une distinction pourrait être faite pour ceux, minoritaires, qui refusent aussi de participer à des associations sportives. Dès lors, on se retrouverait avec deux classes, l'une représentant précisément 9 % des répondants pour lesquels le refus de participer s'étend aux associations sportives et une autre, qui regroupe 21 % des répondants dont le refus de participer ne concerne pas ces associations.

Tableau 3
Participation et intérêt à la participation
(Région de Québec, élèves de 16 à 18 ans, 1998)

30 %	Rejettent généralement la participation aux associations à finalité politique, à finalité scolaire (associations étudiantes) et à finalité culturelle (groupes de théâtre). Comprend aussi une proportion d'élèves surtout caractérisés par le refus de la participation aux associations sportives (9 % de l'ensemble)
78 %	<i>Sont des garçons</i>
55 %	<i>Participent à d'autres types d'associations</i>
42 %	<i>Ont un emploi à temps partiel</i>
4 %	Participent, entre autres, à un mouvement politique
11 %	Participent à divers associations à finalité politique ou à des mouvements à fondement religieux (Jeunesse étudiante chrétienne)
74 %	<i>Sont des filles</i>
41 %	<i>Ont un emploi à temps partiel</i>
4 %	Participent à une association pour la défense des animaux ou à un mouvement s'intéressant à l'économie
20 %	Souhaitent éventuellement participer à des mouvements politiques (section de jeunes de partis politiques), à des associations à but économique. Une proportion importante participent déjà à des associations à finalité scolaire (journal étudiant, association étudiante)
79 %	<i>Participent à diverses associations (autres que les précédentes)</i>
46 %	<i>Ont un emploi à temps partiel</i>
31 %	Souhaitent généralement participer aux associations à finalité politique, culturelle, scolaire ou de loisirs
64 %	<i>Participent à d'autres types d'associations</i>

Échantillon de 847 répondants (les refus de répondre ayant été considérés comme des non-participations). Les regroupements résultent d'une classification ascendante hiérarchique effectuée sur les profils individuels de réponses à dix-neuf questions de trois modalités. Ont été inclus, parmi les participants, ceux qui ne participaient plus au moment de l'enquête mais qui ont affirmé avoir déjà participé.

Ensuite, les participants aux différentes associations à finalité politique, entre autres, se distinguent bien du reste de l'échantillon pour créer un ensemble de petites classes : les élèves qui participent à des mouvements politiques (4 %), à des associations pour la défense des droits de la personne ou des mouvements à fondement religieux (11 %), à des associations pour la défense des droits des animaux ou s'intéressant à l'économie (4 %)¹.

Finalement, le reste de l'échantillon, qui compte la moitié des élèves interrogés en 1998, se divise en deux groupes. Un premier groupe, surtout composé d'élèves qui participent déjà à

¹ Toutes ces associations avaient été considérées séparément en 1998. En raison du faible nombre de participants, il ne faut pas se surprendre de l'éventail des classes que cette diversité crée ainsi.

une association étudiante ou à un conseil de classe, accepterait autant l'idée de participer à des mouvements politiques ou à des associations s'intéressant à l'économie qu'à des associations à finalité politique au sens large. Un second groupe se compose d'élèves plus favorables à l'idée de participer à des associations à finalité politique comme les associations pour la défense des droits de la personne, mais qui n'acceptent pas l'idée des mouvements politiques. Les deux groupes représentent respectivement 20 % et 30 % de l'échantillon.

En bref, hormis la position particulière de ceux qui refusent complètement l'idée de la participation à des associations à finalité politique, qui sont proportionnellement plus nombreux à Québec qu'à Saint-Jean, il existe de grandes similitudes entre les deux échantillons. Cela constitue un enseignement fort intéressant. Est-ce à dire que les deux groupes sont aussi disposés à l'engagement ? Une autre série de questions de nos enquêtes mérite d'être analysée dans cette optique.

La mesure des dispositions à la participation et de l'intérêt politiques au sens large

Les indicateurs utilisés

Au delà des groupes, des associations, des mouvements ou des clubs précis, il existe d'autres indicateurs de l'intérêt pour la participation. Ainsi, dans nos deux enquêtes, nous avons encore proposé aux répondants deux séries de questions. Si les batteries de questions ne sont toutefois pas les mêmes (nous avons cherché à adapter quelque peu le questionnaire), elles cherchent à mesurer une certaine disposition à la participation. Ainsi, par exemple, l'une d'entre elle porte sur différents moyens d'action ou de revendication que l'élève accepterait d'adopter « pour défendre une cause à laquelle il croit » — sans précision explicite sur la nature de cette cause. Ces moyens sont distribués sur une échelle qui va de la simple idée de téléphoner à des

amis ou de signer une pétition jusqu'à celle de se faire élire. Dans l'enquête de Saint-Jean, l'échelle n'a pas été gardée, mais une seule question a été posée. La seconde batterie de questions, posée dans les deux enquêtes, regroupe une série de causes pour lesquelles l'élève serait prêt à s'engager, sans préciser cette fois les moyens d'action envisagés (par exemple, l'idée d'aider des jeunes ayant des problèmes de drogue ou des jeunes chômeurs¹). Ces deux séries de questions ont été considérées simultanément dans un même profil, complétées de deux questions portant directement sur l'intérêt politique. Les élèves de Saint-Jean se sont montrés un peu moins intéressés à la politique (32 %, contre 41 % dans la région de Québec en 1998²). Cette dimension a-t-elle un lien avec les autres dimensions des dispositions à la participation ? Ces nouveaux indicateurs éclairent-ils de façon différente l'image révélée par les profils de participation présentés précédemment ? Le Tableau 4 présente l'ensemble des différentes dimensions qui sont maintenant objets de l'analyse.

¹ Évidemment, le choix des causes oriente la nature des réponses. L'objectif était de proposer certaines causes sociales qui n'ont pas nécessairement une résonance politique immédiate.

² Ne tirons pas trop rapidement des conclusions à partir d'échantillons différents : reste que ces données ne renversent pas la tendance observée au désintérêt *global* des jeunes pour la politique. Nos données qualifieront toutefois un peu ce jugement.

Tableau 4

Dimensions des intérêts politiques et des dispositions à la participation retenues dans la construction des profils de réponses pour l'enquête de Saint-Jean et l'enquête de la région de Québec

SAINT-JEAN DE TERRE-NEUVE [2004]	RÉGION DE QUÉBEC [1998]
Est-ce que tu es intéressé à la politique ? (<i>beaucoup ou assez, pas vraiment ou pas du tout</i>)	Est-ce que tu es intéressé à la politique ? (<i>beaucoup, assez, pas vraiment, pas du tout</i>)
Est-ce que tu concerné par les décisions prises par gouvernement ? (très souvent ou souvent, pas très souvent ou pratiquement jamais)	Est-ce que tu concerné par les décisions prises par gouvernement ? (<i>très souvent, souvent, pas très souvent, pratiquement jamais</i>)
Est-ce que tu as déjà participé à une activité que tu considérais politique, comme une marche, un boycott, un « sit-in », une manifestation, une ligne de piquetage, ou as-tu déjà fait circuler une pétition ? (<i>très souvent, souvent, pas très souvent, jamais</i>).	Pour défendre une cause à laquelle tu crois, serais-tu (<i>sûrement prêt, peut-être prêt, pas vraiment prêt, sûrement pas prêt</i>) à...
D'après toi, participer dans un mouvement politique ou une association exige beaucoup d'efforts et donne peu de résultats (<i>tout à fait d'accord, assez d'accord, assez en désaccord, pas d'accord du tout</i>).	téléphoner à des amis ^a ? signer des pétitions ^a ? écrire aux journaux ? boycotter des produits ? écrire à un homme politique ? occuper des bureaux ? manifeste dans la rue ? faire partie d'un groupe ? te faire élire ?
Aimerais-tu récupérer du papier pour l'environnement ? (<i>beaucoup ou assez, pas vraiment ou pas du tout</i>) aider des jeunes ayant des problème de drogue ? participer à un groupe aidant les jeunes chômeurs ? aider les personnes âgées ?	Aimerais-tu récupérer du papier pour l'environnement ? (<i>beaucoup, assez, pas vraiment, pas du tout</i>) participer à un mouvement étudiant ? aider des jeunes ayant des problème de drogue ? participer à un groupe aidant les jeunes chômeurs ? aider les personnes âgées ?
<i>Renseignements portés en éléments supplémentaires à l'analyse des profils de réponses</i> <i>Sexe</i> <i>Emploi à temps partiel</i> <i>Indice global de participation</i>	<i>Renseignements portés en éléments supplémentaires à l'analyse des profils de réponses</i> <i>Sexe</i> <i>Réseau d'enseignement où la plupart des études ont été faites (public ou privé)</i> <i>Emploi à temps partiel</i> <i>Indice global de participation</i> <i>Partition découlant de la classification des profils de participation</i>

Note : ^a Les deux dernières modalités de l'échelle ont été regroupées pour ces questions, puisque ceux qui rejettent totalement cette idée sont trop peu nombreux (moins de 20 répondants).

Le portrait à Saint-Jean

D'entrée de jeu, une première division des répondants en deux classes de taille équivalente se remarque à partir de nos nouvelles données. Tout d'abord, 46 % des répondants ont un profil

de réponses davantage marqué par un rejet partiel ou total de la plupart des moyens d'action proposés et des causes suggérées, et surtout par une absence d'intérêt pour la politique ; la seconde classe se constitue de ceux qui apparaissent plus favorables. Certes, plusieurs interprétations peuvent être suggérées de ces résultats : un jeune très participant ne sera peut-être pas spontanément intéressé à aider les personnes âgées et ne retiendra pas cette cause, ou encore, un élève peut refuser de manifester dans la rue, non pas par « apolitisme », mais par rejet de cette forme d'action. L'analyse par profil offre justement une solution à cette question. Dans le premier comme dans le second regroupement, on retrouve effectivement des élèves qui ne manifesteront sûrement pas dans la rue pour défendre une cause à laquelle ils croient. Cependant, les autres dimensions que comptent les profils des membres du premier groupe, aussi caractérisés par des positions de refus plus ou moins catégoriques, suggèrent une attitude globale plus défavorable de leur part — reflétant donc un désintérêt plus marqué pour l'action — que ce n'est le cas pour les membres du second groupe. En effet, chez ces derniers, les dispositions à la participation s'accompagnent d'un intérêt politique plus grand.

Certes, il y a des nuances à apporter à ces deux premiers regroupements, comme l'illustre le Tableau 5. Cependant, si nous divisons notre échantillon en cinq classes pour projeter une image plus précise du phénomène, c'est uniquement le groupe de ceux qui sont « disposés à participer » qui s'affine. Quatre sous-groupes se détachent ainsi, selon que les élèves s'engagent très activement, qu'ils se montrent uniquement disposés, qu'ils se montrent surtout intéressés à la politique sans se sentir proches des causes proposées ou qu'au contraire, ils se sentent uniquement proches de ces causes. C'est le groupe de ceux qui se disent intéressés par la politique qui est le plus important (24 %). Dans ce sous-groupe, 94 % se disent très ou assez intéressés par la politique et 74 %, très ou assez concernés par les décisions politiques : toutefois,

très peu dans ce groupe ont déjà manifesté, fait circuler une pétition ou réalisé d'autres activités « politiques ». Par contraste, 10 % seront plus disposés à s'engager pour aider les jeunes qui ont des problèmes de drogue, aider les jeunes sans emploi ou les personnes âgées, mais ils indiquent un très faible intérêt politique.

Tableau 5
Dispositions à la participation et intérêts politiques
(Saint-Jean de Terre-Neuve, élèves de 16 à 18 ans, 2004)

12 %	Ont souvent manifesté ou ont eu des activités politiques : sont généralement plus disposés à s'engager dans les différentes causes sociales <i>52 % Ont un emploi à temps partiel</i>
10%	S'intéressent peu à la politique mais s'engageraient pour des causes sociales <i>78 % Participent déjà à certaines associations</i> <i>75 % N'ont pas d'emploi à temps partiel</i>
24 %	S'intéressent beaucoup ou assez à la politique, mais n'ont pas utilisé des moyens de revendications classiques <i>71 % Participent à certaines associations</i>
9 %	Sont plus disposés à s'engager dans les différentes causes sociales (à l'exception des jeunes sans emploi) <i>50 % Participent à certaines associations</i> <i>73 % N'ont pas d'emploi à temps partiel</i>
46 %	Peu ou pas intéressés à la politique : peu disposés

337 répondants sur un échantillon de 429 (les refus de répondre ont été exclus). Les regroupements résultent d'une classification ascendante hiérarchique effectuée sur les profils individuels de réponses à sept questions de deux modalités. La somme des pourcentages n'égalise pas 100 en raison des arrondis.

Cette illustration est intéressante et conforte notre préoccupation de ne pas limiter à des indicateurs généraux notre portrait de la participation et de l'intérêt politiques. L'analyse minutieuse des profils de réponses montre en fait que ce ne sont pas tous les participants qui subissent, au même degré, une certaine *socialisation à la politique*. D'autres analyses viendront ultérieurement le confirmer.

Le portrait en 1998

Qu'en est-il maintenant des données de l'enquête de Québec ? Présentent-elles de grandes différences ? En fait, les remarques qui avaient été faites dans l'interprétation du Tableau 3 pour

expliquer l'intérêt à la participation aux associations demeurent pertinentes pour les indicateurs ici retenus. Contrairement à Saint-Jean où une division binaire permet de distinguer deux groupes de même proportion, on se retrouve de nouveau ici avec une particularisation des répondants ayant indiqué leur refus d'utiliser les différents moyens d'action proposés ou les diverses causes suggérées. Ils forment globalement le tiers des répondants. Comme le fait voir une division plus précise de l'échantillon en huit classes, les profils sont cependant loin d'être homogènes¹ : seulement 4 % des répondants rejettent en bloc tous les moyens de participation, y compris le fait de téléphoner à des amis et de signer des pétitions. On consultera le Tableau 6 pour le détail des quatre classes ainsi créées : à quelques précisions près, les mêmes remarques s'appliquent. L'intérêt pour la politique joue également ici un rôle important ; le rejet de l'engagement à défendre une cause, quels que soient les moyens, va aussi de pair, pour 6 % des répondants de cet échantillon, avec un rejet très marqué de la politique. Parmi les 12 % qui refusent de défendre toutes ou la plupart des causes proposées, on retrouve aussi une grande proportion (42 %) qui accepteraient de participer à un groupe pour défendre leurs idées. Dans l'ensemble, toutefois, ces classes sont fortement marquées par un refus de participation éventuelle à des associations à finalité politique. Néanmoins, plusieurs des membres de ces classes étaient considérés comme participants selon l'indice global de participation. Les nuances nécessaires apparaissent donc ici, et accentuent notre réserve à considérer indistinctement la réalité de la « participation ».

¹ C'est d'ailleurs la raison pour laquelle une division en huit classes semble nécessaire pour faire apparaître parmi ceux qui se montrent moins « extrêmes » dans leurs opinions des phénomènes plus précis permettant de distinguer, par exemple, les plus participants de ceux qui nuancent leurs positions. Il ne faut pas oublier que c'est le chercheur, selon sa connaissance des données et du domaine, qui détermine toujours le nombre de classes à retenir dans la partition.

Tableau 6
Dispositions à la participation et intérêts politiques
(Région de Québec, élèves de 16 à 18 ans, 1998)

4 %	Rejettent totalement l'idée de faire partie d'un groupe pour défendre leurs idées et la plupart des autres moyens d'action proposés
76 %	<i>Sont des garçons</i>
58 %	<i>Rejettent l'idée de participer à des associations à finalité politique</i>
55 %	<i>Participent à certaines associations</i>
55 %	<i>Ont un emploi à temps partiel</i>
12 %	Refuseraient de défendre toutes ou la plupart des causes proposées
74 %	<i>Sont des garçons</i>
64 %	<i>Participent à certaines associations</i>
56 %	<i>Rejettent l'idée de participer à des associations à finalité politique</i>
6 %	Manifestent un plus grand rejet de la politique dans leur rejet des moyens d'action proposés
57 %	<i>Participent à certaines associations</i>
47 %	<i>Rejettent l'idée de participer à des associations à finalité politique</i>
10 %	Refusent d'utiliser des moyens d'action peu engageants, comme téléphoner ou signer des pétitions. Refusent aussi de manifester, de faire partie d'un groupe et ne se sentent pas très concernés par la politique
69 %	<i>Participent à certaines associations</i>
63 %	<i>Sont des garçons</i>
37 %	<i>Rejettent l'idée de participer à des associations à finalité politique</i>
30 %	<i>Souhaiteraient généralement participer aux associations à finalité politique et à finalité scolaire</i>
6 %	Aimeraient beaucoup défendre les causes proposées
88 %	<i>Participent à certaines associations</i>
63 %	<i>Sont des filles</i>
40 %	<i>Souhaitent éventuellement participer à des mouvements politiques</i>
17 %	Seraient sûrement prêts à utiliser les moyens d'action proposés et 40 % des répondants se disent très intéressés à la politique
77 %	<i>Participent à certaines associations</i>
48 %	<i>Ont un emploi à temps partiel</i>
21 %	<i>Participent à une association à finalité politique</i>
13 %	Seraient peut-être prêts à utiliser les moyens d'action proposés.
68 %	<i>Participent à certaines associations</i>
76 %	<i>Sont des filles</i>
41 %	<i>Souhaitent généralement participer aux associations à finalité politique et à finalité scolaire</i>
32 %	Ne seraient pas vraiment prêts à utiliser la grande majorité des moyens d'action proposés et ne défendraient pas vraiment les causes proposées. Le tiers manifestent un grand rejet de la politique
68 %	<i>Participent à certaines associations</i>
28 %	<i>Rejettent l'idée de participer à des associations à finalité politique</i>
41 %	<i>Souhaitent généralement participer aux associations à finalité politique et à finalité scolaire</i>

838 répondants sur un échantillon de 847 (les refus de répondre ont été exclus). Les regroupements résultent d'une classification ascendante hiérarchique effectuée sur les profils individuels de réponses à huit questions de deux ou quatre modalités.

Les deux autres tiers, dont les profils sont moins illustrés par des rejets marqués, se regroupent selon un modèle similaire à ce qui a été observé à Saint-Jean. Nous nous intéresserons

particulièrement à cette classe de 17 % des répondants qui, comme dans l'échantillon de 2004, se montrent très engagés. Un peu moins de la moitié, 40 % d'entre eux, se disent très intéressés par la politique et ils accepteraient largement de manifester, d'occuper des bureaux ou de se faire élire pour défendre une cause à laquelle ils croient. Certains (10 %) militent déjà dans des partis politiques. La moitié occupe un emploi à temps partiel. Ce sont donc des jeunes dynamiques, engagés ou qui disent l'être, et ils représentent une proportion similaire à celle de Saint-Jean.

Dernier point concernant la position du tiers de ceux qui ne se montrent pas vraiment intéressés aux différents moyens d'action proposés et aux causes suggérées. Puisque les profils de ceux qui les refusent carrément sont très distincts par rapport à l'ensemble, il est normal de les retrouver comme groupe résiduel de la partition. Après que se soient démarqués les refus et les très intéressés à la participation, demeurent ceux qui expriment des positions plus réservées. Cette dernière observation invite à ne pas définir ce grand groupe de 70 % des répondants de 1998 comme un ensemble homogène d'individus largement participants...

* * *

L'objectif initial de cette communication, rappelons-le, était d'en arriver à présenter un portrait pluriel de la participation qui nous éviterait de tomber dans le piège d'une réponse toute faite à la question « Est-ce que les jeunes d'aujourd'hui participent ? ». Quels sont les différents types d'élèves qui se dégagent finalement de cette analyse de leur profil de réponses croisant leur participation réelle ou potentielle à une vingtaine d'associations, groupes ou mouvements, leur disponibilité à utiliser certains moyens de revendication pour défendre une cause à laquelle ils

croient, leurs affinités avec quelques causes sociales choisies et leur intérêt pour la politique ?

Soulignons d'abord que les deux portraits que nous offrent les enquêtes réalisées à Saint-Jean de Terre-Neuve et à Québec ne nous semblent pas pour l'instant fondamentalement différents, sauf pour cette plus forte cohérence des positions de rejet exprimées par une minorité de nos répondants de 1998. Comme nous avons eu l'occasion de le préciser, il est plus fréquent dans ce dernier échantillon de donner simultanément de nombreuses réponses très « négatives » aux mêmes indicateurs pour un certain nombre d'élèves. Outre cette différence, on peut dégager quatre ou cinq classes de proportion similaire. D'abord, le quart de nos répondants, peuvent correspondre à l'étiquette de « participants » à des associations qui ont une finalité plus ou moins politique (au sens de l'organisation de la Cité) ; à tout le moins se montrent-ils très disposés à le faire. Ce sont des gens beaucoup plus intéressés que les autres à la politique, qui peuvent avoir des réactions diverses devant les causes que nous leur avons proposées (aider les jeunes qui ont des problèmes de drogue, les jeunes chômeurs ou les personnes âgées), mais qui accepteraient beaucoup plus largement que les autres de manifester pour défendre leurs idées, boycotter un produit ou s'engager dans un groupe. Plusieurs participent déjà à un mouvement politique. On le voit, en considérant simultanément plusieurs indicateurs, on augmente légèrement la proportion d'élèves réellement engagés dans des associations à finalité politique (comme l'indique le Tableau 1, elle s'établissait à 13 % à Saint-Jean et à 20 % à Québec), mais nous avons ici un portrait plus précis des dispositions à l'engagement¹.

Ensuite, il ressort des deux enquêtes un deuxième groupe représentant encore le quart des élèves, qui se montrent pas du tout disposés à la participation et très peu participants, sinon pas

¹ Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'un peu moins de la moitié des élèves qui ont été identifiés comme participants à des associations politiques en 1998 (voir Tableau 3) se retrouvent effectivement dans cette classe. Encore une fois, même si nous pouvons croire que la participation à une association étudiante stimule l'engagement, elle ne le stimule pas de la même façon chez tous. C'est justement ce que permet d'observer une analyse en termes

du tout. Ce regroupement, comme il a été précisé, est beaucoup plus clair à Québec qu'à Saint-Jean. Les membres de ce groupe refuse beaucoup plus fréquemment que les autres de manifester, d'occuper des bureaux, et ils rejettent très fréquemment la politique. Les deux tiers d'entre eux sont des garçons. Certes, quelques nuances devraient être apportées : on peut retrouver, dans ce groupe, quelques élèves très intéressés à la politique, mais l'ensemble de leur profil, sur les dimensions qui ont été incluses, les fait davantage correspondre à des élèves qui rejettent la participation et une certaine idée de l'engagement.

Finalement, la moitié de l'échantillon se partage sur des positions plus « moyennes ». En 1998, environ 20 % des répondants de l'ensemble penchent un peu plus du côté des participants, alors que 30 % se rapprochent plutôt des non-participants. Ils participent à de nombreux types d'associations (les deux tiers d'élèves regroupés ici avaient été inclus dans le premier indice de participation), mais ils sont justement plus réservés sur les dimensions plus « politiques » de la participation.

Ainsi, ces résultats montrent que si le phénomène de la participation n'est pas « marginal », cette participation doit cependant être qualifiée pour qu'on puisse en tirer un sens « politique ». On peut nuancer le tableau, en retranchant certaines activités, on peut également s'interroger sur le niveau d'engagement de tous ces jeunes au sein de ces groupes, mais les résultats présentés ici ne permettent certainement pas de conclure qu'ils rejettent *en bloc* l'idée de participer à des organisations — sauf pour les structures politiques au sens strict (comme les sections de jeunes des partis). Les classes mises en évidence nous montrent que nous n'avons pas affaire à une absolue diversité, mais qu'il existe bel et bien des univers de référence différents sur la question de la participation. Il est souvent tentant de ne retenir qu'une de ces images dans le cadre de débats, mais les analyses plus complexes comme celle que nous avons présentée ici nous mettent

plutôt en garde contre toute tentation de considérer trop rapidement les individus comme *homogènes*. Nous devons constater le caractère multidimensionnel de la participation, qu'elle soit de nature « politique » ou autre, et la complexité des univers de référence et des structures mentales qui les fondent — une complexité dont une enquête par questionnaire ne peut que rendre compte, sans espérer vraiment l'*expliquer*.

Lorsque l'on considère, avec Rudolf Rezsöhazi, que même au moment des temps forts de la mobilisation étudiante, la proportion de jeunes réellement engagés ne représente pas plus de 10 % d'une tranche d'âge¹, tout en nous rappelant que celle étudiée ici touche les 16 à 18 ans, on peut dire que la répartition des différents types d'attitudes et de comportements face à la participation n'est pas réellement exceptionnelle. Cela nous éclaire dans l'interprétation de l'engagement politique d'aujourd'hui.

¹ « Il faut cependant dire que suivant les observateurs avisés, la proportion effective des jeunes engagés dans l'action ne dépasse pas 10 %, maximum atteint aux moments de plus grande effervescence sur les campus américains » (Rudolf Rezsöhazi, *Les jeunes : un profil social, politique et religieux*, Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, Service de diagnostic social, 1983, cahier n° 7, p. 97).

Bibliographie

- Bibby, Reginald W. et Donald C. Posterski, *Teen Trends. A Nation in Motion*, Toronto, Stoddart, 1992, 344 p.
- Cloutier, Richard, *et al.*, *Enquête ados, familles et milieux de vie, la parole aux ados !*, Sainte-Foy, Centre de recherches sur les services communautaires de l'Université Laval, 1994, 123 p.
- Conseil permanent de la jeunesse, *Les couleurs de la jeunesse noir sur blanc. Rapport des Audiences publiques sur la jeunesse*, par Louise Bisson, Christine Lessard et René Simard, Québec, Les publications du Québec, 1989, 244 p.
- Idem*, *Les élus municipaux : Décider et agir avec les jeunes*, Québec, Gouvernement du Québec, 1996, 33 p.
- Direction de l'enseignement catholique du ministère de l'Éducation du Québec, *Au-delà des apparences... Sondage sur l'expérience morale et spirituelle des jeunes du secondaire*, Québec, Gouvernement du Québec, 1992, 181 p.
- Fondation canadienne de la jeunesse, *La jeunesse du Canada : « Tout à fait contemporaine » ; un sondage exhaustif des 15 à 24 ans (Canada's Youth, "ready for today": a comprehensive survey of 15-24 year olds)* (chercheurs et auteurs, Donald Posterski et Reginald W. Bibby), Ottawa, Ministère d'État à la Jeunesse, [1989], tête-bêche français/anglais, 57 p.
- Fournier, Bernard et Raymond Hudon, « Appartenance nationale et cohérence des univers de référence. Études auprès d'étudiants québécois en 1992 et 1995 », *Zeitschrift für Kanada-Studien*, 15^e année, vol. 28, n^o 2, 1995, pp. 97-117.
- Fournier, Bernard. « Faire partie d'une association, aujourd'hui : qui sont les jeunes qui participent, au Québec, en France et en Belgique ? », *Égalité ; revue acadienne d'analyse politique*, n^o 30, automne 1991, pp. 39-67.
- Fournier, Bernard. *Participation et intérêt politiques de lycéens français, belges et québécois au début des années 90 : Une analyse plurielle fondée sur la dynamique de construction des univers de référence*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 1998 [non publiée].
- Galland, Olivier (dir.). *Le monde des étudiants*, Paris, Presses universitaires de France, 1995, 247 p.
- Galland, Olivier et Marco Oberti, *Les étudiants*, collection « Repères », Paris, La découverte, 1996, 122 p.
- Gauthier, Madeleine. « Les associations de jeunes », *Une société des jeunes ?*, sous la direction de Fernand Dumont, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, pp. 337- 369.
- Gauthier, Madeleine (dir.), *Regard sur la jeunesse au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval et Éditions de l'IQRC, 2003.
- Gauthier, Madeleine et Léon Bernier, *Les 15-19 ans, Quel présent ? Vers quel avenir ?*, Sainte-Foy, IQRC-PUL, 1997, 252 pages.
- Godbout, Jacques T. *La participation politique : leçons des dernières décennies*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1991, coll. « Questions de culture », 301 p.
- Gouvernement du Québec, *Commission des jeunes sur l'avenir du Québec. Rapport.*, Québec, 1995, 99 p.
- Grand'Maison, Jacques (dir.). *Vers un nouveau conflit de générations. Profils sociaux et religieux des 20-35 ans*, Montréal, Fides, 1992, coll. « Cahiers d'études pastorales », n^o 11, 399 p.
- Grand'Maison, Jacques et Solange Lefebvre (dir.), *Une génération bouc émissaire. Enquête sur les baby boomers*, Montréal, Fides, 1993, coll. « Cahiers d'études pastorales », n^o 12, 436 p.
- Grand'Maison, Jacques, Lise Baroni et Jean-Marc Gauthier, *Le défi des générations. Enjeux sociaux et religieux du Québec d'aujourd'hui*, Montréal, Fides, 1995, coll. « Cahiers d'études pastorales », n^o 15, 498 p.
- Guay, Jean-Herman. *Avant, pendant et après le boom. Portrait de la culture politique de trois générations de Québécois*, Sherbrooke, Les Éditions Les Fous du Roi, 1997, 157 p.

- Hudon, Raymond et Bernard Fournier (sous la direction de), *Jeunesses et politique*, tome I : *Conceptions de la politique en Amérique du Nord et en Europe*, tome II : *Mouvements et engagements depuis les années trente*, Québec/Paris, Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, 1994, coll. « Sociétés et mutations »/« Logiques politiques », 552 et 548 p.
- Idem*, « À quel âge est-on prêt à voter ? La participation des jeunes à la vie collective », *Perspectives électorales/Electoral Insight*, vol. 5, n° 2, juillet 2003, pp. 36-41
- Hudon, Raymond, Bernard Fournier et Louis Métivier, « L'intérêt des jeunes pour la politique : une question de mesure ? Enquêtes auprès de jeunes de 16 à 24 ans », *Les jeunes et la vie politique au Canada. Engagement et participation*, sous la direction de Kathy Megyery, Montréal, Wilson & Lafleur, 1992, coll. « Études de la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis politiques », vol. VIII, pp. 3-66.
- Jambu, Michel. *Exploration informatique et statistique des données*, Paris, Dunod, 1989, coll. « Collection technique et scientifique des télécommunications », 506 p.
- Lebart, Ludovic. « Qui pense quoi ? Évolution et structure des opinions en France de 1978 à 1984 », *Consommation*, n° 4, 1985-1986, pp. 3-22.
- Muxel, Anne, « La formation des choix politiques dans le temps de la jeunesse », Chevallier, Jacques (dir.), *L'identité politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1994, pp. 70-74.
- Idem*, « Les jeunes et la politique : effets d'âge, effets de conjoncture », Gérard Mauger, René Bendit et Christian Von Wolffersdorff, *Jeunesses et sociétés. Perspectives de la recherche en France et en Allemagne*, Paris, Armand Colin, 1994, pp. 215-225.
- Idem*, *Les jeunes et la politique*, suivi d'un débat avec Pascal Perrineau, Paris, Hachette, coll. « Questions de politique », 137 p.
- Percheron, Annick et René Rémond (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, 1991, 272 p.
- Percheron, Annick. « La socialisation politique ; Défense et illustration », *Traité de science politique*, sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean Leca, tome III, *L'action politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, pp. 165-235.
- Percheron, Annick. *La socialisation politique* (textes réunis par Nonna Mayer et Anne Muxel), Paris, Armand Colin, 1993, coll. « U — sociologie », 226 p.
- Piaget, Jean. *Le structuralisme*, Paris, Presses universitaires de France, 8^e éd., 1983 [1968], coll. « Que sais-je ? », n° 1311, 126 p.
- Roudet, Bernard (dir.). *Des jeunes et des associations*, Paris, L'Harmattan, 1996, coll. « Débats Jeunesses », Institut national de la jeunesse et de l'Éducation populaire, 268 p.
- Table Ronde, « Étudiants, choix et engagements », *Projet 18-30 ans, les aventures de la mobilité*, n° 251, automne 1997, pp. 73-78.